



Section du
TARN ET GARONNE

La force de tous
les agents de la DGFIP

82 MINUTES

Le meilleur de l'actualité de Solidaires en France

4

Retrouvez toute l'info de SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUE

Le site <https://solidairesfinancespubliques.org/>

Les sites locaux <https://siteslocaux.solidairesfinancespubliques.org/> choisir le dpt

La page facebook

https://www.facebook.com/pg/SolidairesFinancesPubliquesNational/photos/?ref=page_internal

L'INFO DU JOUR DANS NOS DEPARTEMENTS

Pour Solidaires finances 82

<https://sections.solidairesfinancespubliques.info/820/journal-local/24-82-minutes-du-29-01-2019.html>



Un rapport dénonce les conditions de travail des agents des finances publiques

21/01/2020 à 19h18

Un rapport dénonce les conditions de travail des agents des finances publiques



Stress permanent, perte de confiance, suppressions d'emplois: selon un rapport du syndicat Solidaires, les conditions de travail des agents des finances publiques se seraient fortement dégradées.

Un rapport de Solidaires, premier syndicat à la Direction générale des finances publiques (DGFIP), tire la sonnette d'alarme. Hausse de 25% des situations de souffrance au travail entre 2011 et 2018, de 20% de la perte de confiance dans l'administration depuis 2017: **les conditions de travail ne cesseraient de se dégrader dans les finances publiques**. Le rapport assure que les réorganisations successives devant adapter les structures aux suppressions d'emplois se sont traduites par "un stress permanent", "une perte de confiance" des agents qui "restent très attachés à rendre un service public de qualité".

"Depuis 2011 le nombre d'agents qui ont exprimé une situation de souffrance au travail est passé de 2.578 à 3.212, soit une hausse de 25%. Ceux ayant témoigné de violence au travail sont passés de 315 à 412, soit une hausse de 31%", précise l'enquête, qui synthétise plusieurs données dont un baromètre annuel interne à la DGFIP et des témoignages d'agents et de médecins. Par ailleurs, 76% des agents se disent "pessimistes" concernant leur propre avenir au sein de la DGFIP contre 55% en 2016.

Un rapport de la médecine de prévention en 2018 cité par le syndicat évoque "une charge de travail trop importante", "des injonctions paradoxales", un "manque de soutien technique et hiérarchique" notamment. Il recense une hausse de 20% des congés non-pris depuis 2015 équivalant à "7.000 emplois équivalents temps plein (ETP)" et estime à "260 ETP" le nombres d'heures supplémentaires non récupérées en 2018.

"Crise sans précédent de confiance"

Une "crise sans précédent de confiance" selon l'un des auteurs, Vincent Drezet, qui déplore des "réformes brutales se succédant sans bilan, au sein d'une population vieillissante (50 ans de moyenne d'âge) qui pose la question du renouvellement des cadres". Principale administration du ministère de l'Economie et des Finances, la DGFIP emploie environ 110.000 agents et a perdu 40.000 postes depuis 2002, 25.000 depuis 2008. **Le ministère des Comptes publics a prévu la suppression de 5.800 postes supplémentaires** entre 2020 et 2022 à Bercy, dont 4.800 sur son périmètre.

Bercy 5800 postes supprimés voir le reportage

[htt](#)

[ps://www.bfmtv.com/economie/un-rapport-denonce-les-conditions-de-travail-des-agents-des-finances-publiques-1844868.html](https://www.bfmtv.com/economie/un-rapport-denonce-les-conditions-de-travail-des-agents-des-finances-publiques-1844868.html)

Le gouvernement prévoit de multiplier des "points de contact" dans les territoires ruraux et périurbains (maisons de service public, agents itinérants voire bus...) qui prendraient le relais des centres des finances publiques actuels. Ce nouveau réseau territorial est qualifié de "leurre" par les syndicats, qui dénoncent aussi la privatisation ou le transfert de certaines missions de la DGFIP, comme le recouvrement de l'impôt par les buralistes.

Les echos.fr

<https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/ladministration-fiscale-en-proie-a-un-malaise-social-croissant-1164899>

L'administration fiscale en proie à un malaise social croissant

La Direction générale des finances publiques (DGFIP) fait partie des rares administrations à s'être réformées en profondeur. Deux agents sur trois trouvent les changements trop rapides, selon le baromètre social publié par le syndicat Solidaires finances publiques.



Par [Ingrid Feuerstein](#)

Publié le 21 janv. 2020 à 17h57 Mis à jour le 21 janv. 2020 à 18h03

Avec près de 20.000 emplois supprimés en dix ans, l'administration fiscale est aux avant-postes de la réforme de l'Etat. C'est même [l'une des rares administrations à s'être transformée en profondeur](#). Mais cette mutation s'accompagne d'un malaise croissant chez les agents, alerte le syndicat Solidaires finances publiques dans un rapport. « *Nous sommes face à un effet ciseau « plus de travail-moins de moyens* ». Parallèlement à cette baisse des effectifs, nous avons dû faire face à une hausse du nombre de dossiers, à une technicité croissante de la gestion publique, aux nouveautés chaque année dans la loi de Finances, y compris pour des changements majeurs comme [le prélèvement à la source](#) », souligne Vincent Drezet, secrétaire national de l'organisation.

Le syndicat des impôts a publié les données du baromètre social réalisé chaque année par la Direction générale des finances publiques (DGFIP). Les dernières remontées, datant de l'automne 2018, font état d'une moindre satisfaction au travail : 63 % des agents se déclarent satisfaits, contre 72 % un an plus tôt ; 53 % considèrent avoir les ressources nécessaires pour faire leur travail, soit 10 points de moins qu'en 2017. Et deux agents sur trois trouvent les changements trop rapides au sein de leur administration.

Situation de souffrance au travail

Autre statistique notable, 3.212 agents (sur un effectif de 101.143 personnes) ont exprimé une situation de souffrance au travail, soit 25 % de plus qu'en 2011, même si cette perception peut être subjective. Tous les indicateurs ne sont pas alarmants : le nombre de « burn-out », par exemple, est stable d'année en année ; le nombre d'agents confrontés à une situation de harcèlement au travail est plutôt orienté à la baisse.

Les données de 2019, collectées cet automne, ne sont pas encore disponibles. Elles permettront de mesurer le climat social à l'aune des transformations qui attendent la DGFIP. En septembre, un appel à la grève a été suivi par 36 % des agents, avant que la mobilisation ne s'effrite lors des

mouvements suivants. Les syndicats manifestaient leur opposition [à la restructuration du réseau des trésoreries](#) . Un tiers d'entre elles sont appelées à disparaître, sachant que des permanences doivent être assurées dans des maisons de service public.

Mise en oeuvre du « droit à l'erreur »

Ce n'est pas la seule mutation qui attend les agents des impôts. Cette administration est en première ligne pour [la mise en oeuvre du « droit à l'erreur »](#) . « *La loi Essoc modifie la philosophie du contrôle fiscal, mais vous ne pouvez pas en même temps faire du conseil et du contrôle* », estime Vincent Drezet.

Le syndicaliste souligne par exemple la difficulté des agents face à des mesures comme la garantie fiscale. Cette disposition implique que les points examinés lors d'un contrôle et n'ayant pas donné lieu à rehaussement seront considérés comme tacitement validés par l'administration. « *Or, vous n'avez pas toujours le temps de tout voir dans un contrôle* », explique-t-il.

Ingrid Feuerstein

Publié le 21 janv. 2020 à 17h57Mis à jour le 21 janv. 2020 à 18h03

CAPITAL.FR

Surcharge de travail, management défaillant... le cri d'alarme des agents de Bercy



<https://www.capital.fr/economie-politique/surcharge-de-travail-management-defaillant-le-cri-dalarme-des-agents-de-bercy-1360136>

INFO CAPITAL - Dans un rapport dont Capital a pu prendre connaissance, le syndicat Solidaires Finances Publiques se montre très inquiet des conditions de travail des agents de Bercy, en particulier ceux travaillant pour la Direction générale des finances publiques (DGFIP).

“Crises de larmes”, “pétages de plomb”, l’ambiance de travail est loin d’être au beau fixe pour les agents appartenant au ministère de l’Économie et des Finances. Dans un rapport, le syndicat Solidaires Finances Publiques déplore une dégradation marquée des conditions de travail des agents ces dernières années. Et en particulier à la DGFIP qui vit une réorganisation profonde de son réseau (fermeture de trésoreries...), avec le déploiement progressif jusqu’en 2022 du “Nouveau réseau de proximité”. Les causes du malaise sont multiples : intensification de l’activité, baisse des effectifs, réformes incessantes ou encore complexification de la législation fiscale.

Depuis sa création en 2008, la DGFIP issue de la fusion de la Direction générale des impôts (DGI) et de la Direction générale de la comptabilité publique (DGCP) n’a cessé de perdre des postes. Il y a 12 ans, elle comptait 125.500 emplois. Les effectifs devraient passer sous la barre des “100.000 personnes en 2020”, selon le rapport. Un chiffre à mettre en parallèle avec l’augmentation de la charge de travail. Par exemple, “entre 2008 et 2018, le nombre d’entreprises soumises à l’impôt sur les sociétés a progressé de 54,5%”, précise le syndicat.

De cette situation, d’inévitables tensions sont apparues. Selon le rapport, celles-ci sont accentuées au quotidien par un management, inspiré du secteur privé, axé sur la performance et souvent décorrélé de la réalité du terrain. “De 2008 à 2014, il y a eu une volonté de travailler sur les conditions de travail, de se doter de moyens de prévention des risques (...), depuis il y a une véritable régression”, peut-on lire dans le document. Une dégradation telle qu’en 2019, deux cellules d’écoute psychologique, l’une pour les agents et l’autre pour les cadres ont été ouvertes 24h/24 et 7j/7.

“Plus le temps de penser”

Si la simplification administrative est un voeu pieux formulé par tous le décideurs publics, il n'en reste pas moins que la matière fiscale ne cesse de se complexifier. Une technicité, qui dans un environnement de travail dégradé, n'est pas facile à assumer pour des agents sous pression. Prélèvement à la source, mise en place du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), les réformes sont nombreuses et nécessitent une formation continue qui est jugée “insuffisante”. Pour pallier ce déficit, la direction a développé fortement la formation numérique (e-formation) ces dernières années, mais parfois les “modules sont non adaptés à l'attente” des agents, et jettent “bien des stagiaires dans le désarroi le plus total”.

In fine, c'est la qualité du travail produit qui en pâtit. Même si les chiffres du contrôle fiscal annoncés par le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérard Darmanin sont en hausse - plus de 5,6 milliards de recettes sur les 9 premiers mois de l'année 2019 contre 4 milliards en 2018 sur la même période - les services travaillent à flux tendu. Selon le syndicat, le contrôle fiscal a perdu 450 vérificateurs sur la période 2012 - 2016, ce qui a augmenté la charge de travail. À tel point que certains agents “n'ont plus le temps de penser”.

>> [Notre service - Découvrez tous les programmes de logements neufs et de défiscalisation actuellement en vente en France](#)